

TRIBUNE

Personnel

des amis, lecteurs et militants pour

ALGERIENNE

- LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES
- LA CONSTITUANTE
SOUVERAINE

- SOMMAIRE -

. EDITORIAL	
. CONFERENCE SYNDICALE AFRO-ARABE	p. 13
. VARIATIONS SUR L'AUSTÉRITÉ REVOLUTIONNAIRE	p. 16
. LETTRE D'UN LECTEUR D'ALGERIE	p. 17
. LACHERAF et la « RÉVOLUTION CULTURELLE	p. 20
. L'OPIUM ET LE BATON	p. 22
. LE SPORT SOCIALISTE A L'ÉCOLE	p. 25
. HALTE AUX LOIS STOLERU	p. 28
. LAID SEBAI : déclaration de TRIBUNE	

4f

CORRESP^{CE} SELIO

87, rue du Faubourg S^t. Denis 75010 Paris

n° 13 dec 77

ALGERIE : LA CRISE REVOLUTIONNAIRE AFFLEURE .

A nouveau, au Maghreb, le bruit des armes se fait entendre. Comme en 1963 où le gouvernement Ben-Bella - Boumedienne, incapable de discipliner la classe ouvrière, de faire face à la rébellion du FFS et de structurer l'état bourgeois, s'est lancé dans la guerre des sables avec le Maroc !

Comme depuis 1975- où l'épopée des croisades anti-sionistes de 1967 et 1973 ne suffisent plus, les rezzous du F.Polissario fournissent à Boumedienne la diversion idéale pour renouveler la comédie bruyante de l'Algérie encerclée par l'impérialisme, tandis que dans les coulisses, il mène sa politique anti-ouvrière .

Et cela chaque fois qu'une crise éclate au sein de l'appareil d'état, que la lutte des classes s'approfondit et que la classe ouvrière entraînant derrière elle les fellahs et la jeunesse, se dresse menaçante pour balayer les institutions de la dictature militaro, policière.

Comme Tribune va en faire la démonstration, une fois de plus!

Comment Boumedienne a replatré son appareil d'état désagrégé ?

Les grèves de Mai-Juin-Août ont révélé la fragilité extraordinaire de la machine d'état soigneusement mise en place depuis 1965 et figolée par MEDEGHRI-BOUMEDIENNE, qui exprime la minceur des assises sociales du régime.

Devant les travailleurs organisés en comités de grèves, élus par les Assemblées Générales de grévistes, combattant sur leur propre terrain de classe et avec les méthodes de la classe ouvrière, toutes les structures étatiques: APC, APW, APN, structures corporatistes de la gestion socialiste ont été balayées, la direction du FLN pourtant constituée de commissaires nationaux sélectionnés par le pouvoir, a été impuissante, les bureaucrates syndicaux bourgeois installés à la direction de l'UGTA ont été chassés et Boumedienne a dû lui même monter en première ligne pour affronter les grévistes, puis devant la menace d'une grève générale, refuser l'épreuve de force avec la classe ouvrière et capituler à FOUGEROUX devant les grévistes de la RSTA .

Dans son discours de septembre, Boumedienne a fait la part des choses c'est à dire qu'il a accordé généreusement ce qu'il a été obligé de lâcher. Mais il inscrit cette "mansuétude" dans une stratégie bien précise: chauffer le front du Sahara et agiter le spectre de la menace impérialiste pour recréer l'unanimité nationale derrière son Président, relancer la bataille de la production-austérité et restructurer l'appareil de l'état autour de l'armée.

C'est après la grève des dockers de Mai que le F.Polissario intensifie

ses raids . C'est après Fougerousc qu'il prend des otages Français. C'est après l'échec de la campagne du volontariat d'Octobre que se place Zouérate.

Simple coïncidence dans la chronologie ? sûrement pas lorsqu'on étudie soigneusement la politique menée par Boumedienne depuis Septembre.

Le point de départ, c'est la campagne pour "l'application des orientations présidentielles" menée avec frénésie par El Moudjahid qui relance la politique du pouvoir définie dans le "Message à la Nation" de Mai et présente les mesures d'assainissement prises dans les domaines où la carence du régime était la plus criante: logement santé, ravitaillement, transports, hygiène, enseignement, universités. non pas comme des mesures imposés au pouvoir par les grèves de Mai-Août, mais comme l'application de la politique sociale "progressiste" de Boumedienne. Il fallait bien commencer par nettoyer les tâches faites par les grévistes sur la statue du commandeur !

Dans cette campagne, s'insèrent la relance de la bataille de la production-gestion-austérité, la justification de l'augmentation massive du budget de l'ANP et des forces repressives: police, sûreté nationale et Darak-el-watani et la restructuration de l'appareil d'état, non pas autour des pseudo-institutions démocratiques mises en place depuis la Charte, mais autour du conseil de la révolution, organe de la dictature collégiale des colonels, issu du putsch du 19 Juin 1965 ossature du régime par:

(1) La création autour de Boumedienne d'un cabinet de guerre extra gouvernemental comprenant:

-Des colonels musclés: AOUCHICHE, ZERGUINI, ABDELGHANI,..... et dont le chef de file est YAHYAOUI, directeur de l'académie interarmes de cherchell, qui devient après sa nomination à la direction du FLN, le n° 1 Bis du régime.

-Des conseillers civils: Redha Malek (liaison avec Moscou), Ibrahim (la réaction Islamique), Amir, Amimour....

(2) La reprise en main de l'administration: campagne de presse contre "la bureaucratie", le parasitisme, le piston....

(3) Le renforcement du controle du ministre de l'interieur, le colonel Abdelghani sur l'administration locale (APC) et régionale (dairas, wilaya).

C'est le sens de la vigoureuse campagne de presse menée contre la grande masse des presidents d'APC accusés de pratiquer "l'immobilisme

total ", la passivité et "la fuite devant les responsabilités".

"On ne saurait, maintenant, dit El Moujahid du 2.10, se satisfaire d'un seul soutien moral, exprimé par une motion d'un demi-feuillet dactylographié, qui n'est parfois qu'un alibi pour avoir bonne conscience. C'est par l'acte qu'il convient de démontrer son soutien".

Tandis qu'Abdelghani concluait ses tournées dans les régions de l'est de l'ouest, et du centre par des directives de fermeté données aux Wallis pour leur permettre de:

"Rédynamiser les structures d'intervention à tous les niveaux et donner son plein effet à la politique tracée par le pouvoir révolutionnaire pour assurer la sécurité, le bien être et la promotion sociale de l'ensemble des citoyens. Le ministre a mis en évidence le caractère global de la responsabilité qui incombe dans ce domaine aux autorités locales."

Prenez en charge- et votre responsabilité est collective- la politique de "promotion sociale" (production- gestion- austérité-) et de "sécurité"(embrigadement et repression), sinon vous perdrez vos villas et vos postes qui vous procurent de nombreux avantages matériels et passe droits (sens de la campagne menée contre les "comportements parasitaires")

④ La relance de la "dynamisation" des organisations de masse et en particulier de l'UNPA qui malgré les objectifs de recrutement fixés depuis 1974 à 1 million d'adhérents, reste en 1977 sans organisation sans masse et sans dynamisme comme l'admet EL MOUJAHID du 2 Aout 77:

"L'UNPA n'a pu arriver ces derniers temps à développer des actions de grande envergure en direction des larges couches paysannes- et plus particulièrement envers les fellahs structurés au sein "faoudj", cellules de base de l'organisation"

Une mention particulière doit être faite pour l'UNJA qui est au niveau de l'université l'organisation des harkis de Boumedienne, une force animée par le PAGES et sélectionnée par le combat qu'ils mènent contre la masse des étudiants qui pour manger, boire, dormir, travailler; passer leurs examens et obtenir un emploi doivent s'affronter avec le pouvoir. En Octobre, non seulement le pouvoir relance l'UNJA pour casser le processus de reconstitution du mouvement étudiant mais il cherche à étayer ses assises fragiles, en s'appuyant sur le PCF.

C'est le sens de la semaine d'amitié Franco-Algérienne organisée en Octobre à Marseille par l'UNJA et la MJCF et dont le communiqué final révèle qu'il ne s'agit pas de défendre les intérêts de la jeunesse algérienne et immigrée, mais de lui imposer une organisation fantoche.

⑤ La reprise en main du FLN-

C'est le sens de la tenue d'une réunion de travail groupant les cadres

supérieurs du parti à l'échelle du pays (les commissaires nationaux, les membres de l'appareil central et des secrétariats nationaux des organisations de masse) où Boumedienne devait déclarer "qu'il était déterminé à consacrer la majeure partie de ses efforts" au FLN (El Moujahid 5.10), c à d à l'encadrement des masses par un FLN qu'il entendait réorganiser lui même. C'est enfin:

6) La relance des structures de la GSE dans le même esprit: faire prendre en charge la bataille de la production-gestion-austérité par les ATU dont la fonction est à nouveau précisée. Ainsi lit-on dans El Moujahid du 5.10 que l'édification du socialisme "repose avant tout sur les travailleurs, mais son avenir, ne l'oublions pas, dépend de la qualité de leur formation idéologique et du degré de leur conscience civique et politique.

Dans un cadre plus vaste, ce rôle incombe aux organes de gestion tel la GSE pour les encadrer conformément aux stipulations de la Charte Nationale" Quand à l'UGTA, son avenir promis est celui que Boumedienne a réservé à la fédération des travailleurs de la terre (FNTP) rattachée à l'UGTA et intégrée à l'UNPA, à savoir la fusion avec les organismes de la GSE.

Au total Boumedienne a cherché à rompre son dangereux tête à tête avec les masses et en particulier avec la classe ouvrière et les étudiants en resserrant tous les boulons de la machine d'état, en dynamisant les organisations d'encadrement des masses et en faisant prendre en charge sa politique réactionnaire par les APC, dairas, APW, l'administration, le tout sous le contrôle étroit d'une poignée de colonels.

BREJNEV - MARCHAIS ...ROCKFELLER ET CARTER SOUTIENNENT BOUMEDIENNE.

Dans cette entreprise de replatrage de l'appareil d'état disloqué, Boumedienne reçoit l'aide militaire de BREJNEV et politique de Marchais-Carillo. Mais il reçoit aussi une aide financière, et donc politique, des trusts internationaux, du Cartel pétrolier, des Banques mondiales et Américaines; bref de l'impérialisme, qui apprécie bien mieux que Giscard l'importance de Boumedienne. La matraque pour le maintien de l'ordre bourgeois non seulement en Algérie mais dans tout le Maghreb, à un moment où la crise révolutionnaire affleure.

Cette division du travail Brejnev-Carter pour le maintien de la coexistence pacifique, c à d de l'ordre bourgeois ne se camoufle même plus. Elle s'est effectuée au Vietnam (Accords de Paris qui maintenaient la partition Nord-Sud) en Angola où le développement de la révolution prolétarienne a ruiné les accords d'Alvor (gouvernement FLNA - UNITA - MPLA) et amené Ford - Brejnev à s'entendre contre Giscard et l'Afrique du Sud, car seul le MPLA pouvait constituer l'armature de l'état bourgeois angolais à construire. C'est la même politique qui fut menée au Liban après l'effondrement de l'état bourgeois: soutien militaire et politique russe à Assad, soutien militaire et financier de Carter Khaled aux phalangistes, Tall el Zaatar étant le fruit sanglant de leur alliance. C'est ce que nous voyons dans la corne de l'Afrique où Brejnev soutient massivement le DERG contre les aspirations nationalistes des peuples colonisés par le sous impérialisme Ethiopien, tandis que Carter ne livre pas d'armes lourdes à Barre et se trouve d'accord avec Brejnev pour imposer le respect des frontières héritées de la colonisation (Charte de l'OUA) contre le droit des peuples Somali et d'Erythrée à l'autodétermination...

En bref chaque fois que l'état bourgeois menace de s'effondrer, la Sainte Alliance contre révolutionnaire Carter-Brejnev se met en place. C'est ainsi qu'en Algérie, après les grèves massives de Mai - Juin, qui ont ébranlé l'état bourgeois, les PC ont apporté une aide politique massive à Boumedienne tandis que Carter débloquent les fonds nécessaires. Et sur la question du Sahara précisément que se réalise la Sainte Alliance, parce qu'elle constitue la diversion idéale pour restructurer l'appareil d'Etat autour de l'ANP et du conseil de la révolution.

Ainsi, BALTA soulignait dans "le Monde" du 28 Juin 77, l'évolution de la position de Carter après les grèves de Mai-Juin.

"Les diplomates américains tout en soulignant la neutralité de leur

administration dans la crise du Sahara occidental, admettent que cette neutralité est "renforcé au profit de l'Algérie. Ainsi Washington envisagerait d'apporter au fonds d'aide aux réfugiés Sahraouis une contribution représentant le cinquième des 5 millions de dollars demandés par les organisations de l'ONU."

Et l'aide financière de l'imperialisme devient massive.

① Le "FMI gendarme du grand capital" accorde à Ben Yaya tous les crédits demandés pour boucher le budget 1978 .

La banque mondiale accorde peu après un prêt de 80 millions de dollars dont El Moujahid du 3.10.77 dit qu'il est/

"Le plus important que la banque mondiale ait consenti à l'Algérie jusqu'à présent. Avec les autres accords de prêts intervenus au mois de Mai 77 et consacrer au secteur routier et au secteur éducatif, le total des crédits consentis à l'Algérie au titre de l'exercice 1976 - 1977 s'élève à 170 millions de dollars..."

Le prêt de la banque mondiale sera accompagné d'un prêt du fonds arabe de développement économique et social (FADES) qui comprendra des capitaux du Koweït, Arabie Saoudite, Emirats; Banque Islamique....

Les prêts de la BIRD - FMI - Banque Mondiale, Chase Manhattan Bank servent à leur tour de caution pour les prêts et contrats passés avec lestrusts internationaux.

a) Contrats et négociations avec la RFA portant sur "un volume total de 25 Milliards de DA" (El Moujahid. 27.9.)

b) "Contrat du siècle" avec l'Italie pour une livraison de 300 milliards de m³ de gaz nécessitant des investissements de 2500 millions de dollars (Le Monde 23.10.)

c) Contrat de 1500 milliards de livres signé par Agnelli pour construire en Algérie une usine Fiat de 100.000 voitures.(23.10.)

Accord Sonatrach - NACAP (560 millions DA financé entièrement par les banques hollandaises (25.10), Accord Sonatrach - EL PASO - Distrigas - Boston (1.11.)...

Comme on le voit, si l'imperialisme étouffe Boumedienne c'est avec un matelas de dollars! Et pourquoi déstabiliser un dictateur qui avec l'aide du PAGES sait faire suer le burnous, tenir la classe ouvrière et qui brade legaz à un prix très bas, ramené si l'on défalque les intérêts et les achats de gadgets, services, enquêtes.... inutiles et ruineuses à 30 % de ceux d'un marché mondial contrôlé par l'imperialisme américain.

 POURQUOI ZOUERATE ?

Dans ces conditions, pourquoi l'attaque du F. Polissario à la veille du 1^{er} Novembre ? Pourquoi le choix de Zouérate ? Pourquoi les otages français ? Et d'où vient l'intransigeance de Boumediène ?

La réponse se trouve dans la triple impasse: économique, politique, et diplomatique de Boumediène ainsi que la crise révolutionnaire qui affleure dans chacun des pays du Maghreb. Précisons:

① L'impasse du pouvoir actuel. Elle est due, nous dit-on, à l'absence de conscience "socialiste" des travailleurs, c'est à dire à leur refus de s'engager dans le volontariat, d'accepter les nouvelles cadences, la prolongation de la durée du travail, les nouvelles grilles de salaires, pratiquent l'absentéisme ou même le sabotage et opposent l'inertie et la passivité aux campagnes de mobilisation du pouvoir.

Or comment, se lamente "El Moujahid", rééquilibrer nos échanges avec la France et la CEE sans exporter les produits de l'industrie nationale qui, malgré les investissements massifs consentis ne parvient pas à se faire une place, même minuscule sur le marché mondial et ne dispose que d'un marché intérieur étriqué?

Et comment exporter et atténuer la dépendance envers l'impérialisme sans diminuer massivement les prix, c à d sans extorquer le maximum de plus value aux travailleurs. Et de révéler des chiffres qui expriment l'impasse du régime. Ainsi apprend-on, que les exportations d'hydrocarbures envers les USA "représentent 99,85 % de nos exportations à destination de ce pays" (El Moujahid 18 Sept 77) ce qui signifie que l'Algérie enchaînée par les contrats de 25 ans, est en passe de devenir une semie colonie Américaine, un Porto Rico US en Méditerranée.

En Mai, Boumediène avait lancé à grands fracas sa bataille de la production-gestion-austérité, inspirée par les experts du FMI. Mais les grèves de Mai - Juin ont mis en échec cette politique.

En Septembre Boumediène relance sous des formes adaptés la même politique. Mais la bataille pour "l'application des orientations présidentielles" a elle même vite tourné court, comme l'atteste un éditorial d'El Moujahid du 16.10.

"Combien de fois n'a-t-on pas vu "un démarrage foudroyant " s'enliser au bout de quelques jours ou quelques mois, au milieu de l'indifférence générale? La constance, avouons-le, n'a pas toujours été la qualité dominante de nos entreprises. Et maintenant encore, quelques uns, se demandent ou même demandent

"quand finira l'actuelle campagne"

Ainsi, en refusant de prendre en charge la politique qu'exigent de Boumedienne le FMI et les Banques US; en maintenant ses revendications et ses exigences d'une vie décente, la classe ouvrière crée une situation intolérable pour Boumedienne la banqueroute et lui impose d'agir.

(2) Si l'affrontement général entre les classes a été provisoirement différé en Algérie, il n'en va pas de même en Tunisie où les institutions bourgeoises de Bourguiba se désintègrent sous les coups de la classe ouvrière (Ksar Ellal) et au Maroc où les échecs des FAR, l'inflation chronique et le chômage créent une situation qui met en question l'existence même de la monarchie.

Et c'est par rapport à cette montée de la révolution au Maghreb que Boumedienne se dispose en soutenant l'aspirant dictateur tunisien Belhodja et en encourageant un putsch au sein des FAR, ce qui aboutirait à réaliser son rêve d'un Maghreb des colonels.

(3) L'impasse diplomatique- Depuis un an ni l'URSS, ni les pays de l'est, ni les pays arabes- y compris Khaled- n'ont reconnu la RASD. Le report du sommet extraordinaire de l'OUA sur le Sahara ruine le prestige du chef de file des non alignés, bien heureux de l'appui des Comores ou des Seychelles..

Ce sont ces conditions qui expliquent la décision prise par Boumedienne de déstabiliser le régime de Nouakchott pour obtenir un compromis honorable: intégration des sahraouis dans le nouvel état "progressiste" et abandon de la partie Nord au Maroc.

Dans le même temps la prise d'otages français permettrait, au cas où Giscard agiterait la menace, de mobiliser plus facilement que sur la question Sahraoui, les masses algériennes et à l'abri de cette nouvelle diversion faire passer une nouvelle politique anti-ouvrière capable de réaliser les objectifs fixés par le FMI.

CE QUE VEUT DIRE "L'ERE DE LA RIGUEUR"

Si Boumedienne a pu braquer Giscard, c'est parce qu'il connaissait l'hostilité de Carter à la politique eurafricaine menée par la France en Angola au Zaïre, en Afrique du Sud.

Pourquoi garder des territoires? pourquoi se trouver impliqué dans un conflit? ne vaut-il pas mieux favoriser des dictatures "socialistes" comme en Algérie et dicter sa loi par le biais du FMI ?

Et de fait, c'est l'avertissement lancé par Carter à Giscard, comme le révèle l'organe officieux de Boumedienne "Afrique-Asie du 14 Nov, qui a bloqué l'envoi de paras français à Zouérate et empêché l'attaque de Tindouf.

Couvert par le parapluie diplomatique de Carter, Boumedienne a pu procéder à une mobilisation contrôlée et limitée des masses et avancer dans la réalisation de sa politique contre-révolutionnaire par:

1) Le renforcement de la répression: apologie de la police et de la sûreté nationale, qui par les contrôles permanents, sous prétexte de lutter contre l'insécurité, quadrillent les villes.

-Emploi de "la rééducation par le travail" de tous les "délinquants" (chômeurs, jeunes, non conformistes) car lit-on dans El Moujahid du 9.10.

"Après des années passées dans un chantier, le délinquant apprend à travailler, acquiert un métier et se familiarise de ses bras, par le biais de rapports de production avec son futur rôle de production libre"

2) L'obligation du volontariat assorti de lourdes sanctions pour les récalcitrants (dockers).

3) La mise en garde lancée par le ministre de l'intérieur aux walis et présidents des APC: "prenez toutes vos responsabilités et agissez avec vigueur et rigueur".

4) L'encadrement des fellehs par l'UNPA, des citoyens par les APC, et des travailleurs par les ATE assorti de cet avertissement,

"La majorité écrasante du peuple algérien est pour la révolution agraire, la gestion socialiste des entreprises, la médecine gratuite, la justice sociale. Les autres, tous les autres, ne doivent pas avoir le droit à la parole" (El Moujahid -du 20.10.)

5) L'encadrement des étudiants et de la jeunesse par l'UNJA mais deux mesures importantes ont été prises en pleine crise.

1) Le vote à la sauvette par l'APN fantoche d'un super budget d'austérité et de rigueur et d'une loi réactionnaire sur les salaires.

2) La désignation par Boumedienne du colonel Yahiaoui à la direction du FLN où il succède aux commandants Cherif Belkacem et Kaid Ahmed.

Cette décision prise, non pas lors d'un congrès mais par le seul président est lourde de conséquences. Elle signifie non seulement que le FLN "réorganisé" sera formé par les miliciens qui encadreront la population, sous le contrôle des colonels. Et aussi que le prochain congrès de l'UGTA sera celui de sa disparition. Ainsi prend tout son sens le rapport du congrès de Décembre sous prétexte d'une conférence syndicale arabo-africaine. Il s'agissait en fait de préparer les conditions favorables pour un assassinat en douceur de la centrale des travailleurs.

DES CONTRADICTIONS INSURMONTABLES

Par ce retour à la dictature collégiale des colonels putschistes, Boumedienne ruine tout l'édifice institutionnel qu'il avait laborieusement mis en place: constitution, APN "élue" Présidence.... Il réduit à néant la relative autonomie des APC - APW, stérilisé l'activité de l'UNFA et de l'UNPA, ruine le mince crédit d'une UNJA qui s'épurera des volontaires pour ne conserver que les harkis de Boumediene et surtout fait apparaître aux yeux de tous que le pouvoir actuel, qui refuse un congrès démocratique du FLN mais installe à sa tête, par le fait du prince, un colonel complice, n'est pas issu de la guerre de libération nationale mais de la contre révolution.

L'appareil de repression peut marquer des points et réaliser quelques uns de ses objectifs, mais ce n'est pas avec des Kalachnikov que l'on peut augmenter la production agricole, supprimer la pénurie, construire les logements accroître le nombre de medecins et exporter.

Boumedienne peut faire voter à la sauvette un budget d'austérité et une loi réactionnaire sur les salaires, mais il ne pourra pas l'appliquer, car la classe ouvrière algérienne qui n'a jamais subi de défaite majeure, s'est constituée en véritable classe à travers les grèves de la RSTA; de la SNS de Kouba, des dockers et des cheminots. Et elle est forte du combat menée par le prolétariat qui, à l'échelle mondiale a l'initiative.

Le diktat qu'imposent le FMI et l'impérialisme à l'Algérie va aggraver les conditions de travail et d'existence des masses qui inévitablement vont engager la lutte.

La concentration du pouvoir entre les mains de la dictature collégiale des colonels, réduit à un minceur extrême les assises sociales du régime et dresse contre lui non seulement la classe ouvrière, les fellchs et le jeunesse mais aussi une large fraction de l'appareil du FLN et de l'UGTA sans doute largement d'accord avec la politique de Boumediene mais qui n'accepteront pas de devenir un rouage de l'ANP et les tontons macoutes de Yahiaoui - Boumediene.

Et le pouvoir ne peut même plus compter sur une bourgeoisie qui a prospéré à l'ombre de la dictature, mais qui depuis qu'elle a renforcé ses liens avec l'impérialisme, désire renvoyer les colonels dans les casernes et s'engager dans une "sadatisation" du régime qui signifie la transformation des

des sociétés nationales en sociétés mixtes avec la participation des capitaux arabes recyclés par les banques US, un code des investissements, une vie parlementaire, un wafd algérien....

Ces appétits de la bourgeoisie, que dénonce H. Zenati dans "Afrique Asie" du 31 octobre et qui s'expriment au niveau du gouvernement par les rivalités incessantes entre ministres colonels et ministres de l'ex - GPRA désagrègent en permanence les structures étatiques et risquent d'ouvrir une brèche par où s'engouffrera la classe ouvrière pour démanteler les organes de la dictature militaro-policière, exproprier la bourgeoisie et rompre l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme.

LE COMBAT DE TRIBUNE ALGERIENNE..... Tribune dit :

La guerre que mène Boumedienne au Sahara ne concerne pas la classe ouvrière algérienne et la jeunesse. Elle ne constitue qu'une diversion que le pouvoir emploie pour matraquer la classe ouvrière.

Pas un dinar, pas une goutte de sang pour la sale guerre de celui qui opprime le peuple algérien! Solidarité avec les classes ouvrières du Maroc et de Tunisie contre Hassan II - Boumedienne - Bourguiba !

Pas d'embrigadement, pas de volontariat, pas d'augmentation des cadences et pas d'austérité révolutionnaire!

Satisfaction de toutes les revendications des travailleurs, des fellahs et de la jeunesse.

Non à la transformation du FLN en un rouage de l'ANP! Droit d'organisation pour tous les groupes et partis !

Non à l'intégration du syndicat dans les structures corporatistes de la GSE ! Indépendance de l'UGTA !

Non à la loi réactionnaire sur les salaires !

Non au budget d'austérité 78 !

Dissolution de l'APN fantoche !

Libertés démocratiques !

Elections libres au suffrage universel pour une ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !

-16 Novembre 77..

LA CONFERENCE SYNDICALE AFRO-ARABE D'ALGER

La première conférence syndicale arabo-africaine s'est tenue à Alger du 16 au 21 Octobre.

Sa préparation (composition des délégations, ordre du jour, rapports) ne fut pas le fait des syndicats eux-mêmes, mais des organismes régionaux qui les encadrent et qui sont tous dirigés par des ministres ou de hauts fonctionnaires.

Il était donc normal que le salarié Boumediena y participe, que le discours essentiel soit fait par le Ministre du Travail algérien AMIR et qu'il débute par un salut aux organisateurs de cette conférence, qui, outre les représentants de l'Unité Economique Arabe, de la Banque Africaine de Développement, de la Ligue Arabe, comprenait :

"Monsieur le Président de la Conférence syndicale Arabe africaine,

Monsieur le Ministre, Président de la Conférence des Ministres Africains du Travail,

Monsieur le Ministre Président de l'Organisation Arabe du Travail,

Messieurs les Ministres,

Excellences,

Honorables délégués,

Mesdames, Messieurs,

Chers camarades "

De quoi peut parler un ministre du Travail d'un pouvoir qui a privé les travailleurs de toutes les libertés démocratiques, qui mettraque les grévistes et prépare l'intégration du syndicat dans des structures corporatistes et qui a parlé à d'autres ministres ? Des histoires de ministres bien sûr !

Et d'expliquer comment le bavardage sur le nouvel ordre international, c'est-à-dire la démocratisation de l'impérialisme par la voie diplomatique, permet de créer un axe général de solidarité anti-impérialiste qui supprime les différences de classes et unifie dans un même combat exploités et exploités.

Et d'analyser longuement les principes de la Charte et de proposer à ses collègues une réflexion sur l'expérience algérienne dont le but final est de parvenir à la responsabilisation des travailleurs, c'est-à-dire à un

moment de conscience révolutionnaire telé que les salariés augmenteraient d'eux-mêmes les cadences et la durée du travail, diminueraient les salaires et leur niveau de vie, c'est-à-dire participeraient eux-mêmes à leur propre exploitation.

Le ton était donné à messieurs les ministres qui parlèrent longuement du défi impérialiste, de l'Afrique du Sud, Namibie, Palestine et Zimbabwe - en laissant de côté les problèmes épineux, comme la guerre de libération des peuples de Somalie et d'Erythrée, et la lutte réelle contre l'impérialisme.

Bien entendu, l'ordre du jour était chargé et les quelques camarades syndiqués, noyés dans cet océan de dignitaires n'eurent pas le temps d'aborder les problèmes du syndicalisme africain.

Et la Conférence se termina par une réception offerte par le camarade Boumediène, à qui on offrit en signe de gratitude une motion de soutien au Front Polisario et au peuple Sahraoui.

Dans les motions finales, le seul côté "positif" (si on est ministre) furent les mesures prises pour renforcer les structures d'encadrement des syndicats nationaux et constituer une Sainte Alliance des ministres du Travail afro-arabes contre le combat mené par la classe ouvrière de chacun de ces pays pour se doter d'une organisation syndicale indépendante.

Pour Boumediène-Amir, cette "Conférence syndicale arabo-africaine qui se situe dans le prolongement du sommet arabo-africain (sic!)" (TGM - 19/10) a été un très grand succès qui a permis :

- d'obtenir un succès diplomatique sur le Sahara,
- de faire applaudir le salarié Boumediène dont le prestige était terni après le matraquage des dockers,
- de renforcer le front des dirigeants bourgeois contre les classes ouvrières,
- de préparer en Algérie même de meilleures conditions politiques pour liquider l'UGTA.

Tribune Algérienne dit :

- Cette pseudo-conférence syndicale n'a été que la Conférence des Banquiers, des ministres et bureaucrates syndicaux bourgeois des pays arabes et africains contre les travailleurs et les organisations syndicales de ces pays !

- Il faut dénoncer le soi-disant front unique anti-impérialiste des banquiers, des monarques, émirs et dictateurs qui ne sont qu'un groupe de pression, un lobby et dont le véritable but est d'enchaîner les travailleurs à leur politique.

La lutte contre l'impérialisme ne peut commencer que par le renforcement de la classe ouvrière qui se fait par l'augmentation des salaires, les libertés démocratiques, l'indépendance du syndicat envers tout Etat et tout parti.

Tribune Algérienne dit :

Le combat pour le Congrès démocratique et extraordinaire de l'UGTA qui doit être l'axe central sur lequel les travailleurs doivent se mobiliser contre le pouvoir, doit intégrer la lutte pour la destruction des organismes réactionnaires rattachés à la Ligue Arabe et à l'OUA.

Les prolétaires algériens combattent pour leur émancipation. Ce combat passe par la lutte menée en liaison avec celle du prolétariat international contre la bourgeoisie et ses agents arabo-africains.

VARIATIONS SUR L'AUSTERITE REVOLUTIONNAIRE.

Il a parlé de remise en ordre, il a parlé d'austérité, il a parlé de rigueur : c'était le 26 Septembre. Octobre a vu se succéder les épisodes d'un intéressant feuilleton quotidien dans El Houdjahid, c'est l'Application (la discussion aura certainement lieu après) des Orientations Présidentielles.

Une littérature riche et variée et des discours d'inspiration originale s'épanouissent en cent fleurs. El Houdjahid a du mal à rendre compte de tout : le ministre de l'intérieur n'a pas mâché ses mots, le 12 Octobre devant les membres des APC de l'Est :

"C'est le laisser-aller et le gaspillage qui se développent du fait du manque d'esprit d'initiative des élus communaux qui sont pourtant les principaux responsables de l'organisation de la cité".

Gageons que chacun a du regarder son voisin ! Le même ministre, dans la même réunion, s'en prend violemment à la jeunesse qui n'accepte pas de se faire exploiter et embrigader :

"Il est absolument nécessaire de mener l'action rigoureuse contre la paresse et la passivité, contre l'esprit de démission tout comme l'intox et l'introduction en Algérie de mœurs de sociétés de consommation, des sociétés de capitalistes qui contaminent notre jeunesse en lui faisant miroiter les signes extérieurs d'une fausse richesse."

La vraie richesse étant bien entendu de travailler le plus possible avec un salaire qui applique les orientations présidentielles ! Hâmar Farah, le 1er Novembre, argumente : l'austérité est une nécessité, car elle permettra de

"sauvegarder une indépendance nationale chèrement recouvrée et permettre à notre révolution de réaliser de nouveaux succès qui seront de nouvelles défaites pour les réactionnaires et les ennemis de tout bord du peuple algérien".

Il s'agit de travailler au maximum, pour assurer "l'autonomie alimentaire" de l'Algérie. Sur ce thème, Farah explicite ce qui, au fond, fait bouger à l'heure actuelle tous les dirigeants algériens à la suite de Boumediène :

"En Algérie, où nous enregistrons un taux démographique très élevé, le problème de l'approvisionnement des populations en matières de première nécessité ira en s'aggravant, tant que nous n'aurons pas définitivement remporté cette bataille décisive."

Ceux qui sont au pouvoir depuis 12 ans en Algérie ont montré leur incapacité à résoudre aucun des problèmes des travailleurs de la ville et de

la campagne. La panique les prend à l'idée qu'il pourrait y avoir une riposte de millions d'exploités algériens : n'oublions pas que Boumediene a parlé le 26 Septembre sur la base des remèdes à apporter aux grèves ouvrières du printemps et de l'été derniers. La campagne actuelle va dans ce sens ; la signification de l'affaire du Sahara occidental apparait encore plus clairement : outre la convoitise des richesses, il s'agit surtout d'une diversion et d'une tentative d'effrayer les masses à la faveur d'un affrontement possible avec le Maroc et la France.

Malgré cette campagne effrénée, force est de constater qu'il n'y a pas de mobilisation des travailleurs algériens derrière Boumediene. Les dirigeants se heurtent à un mur et se donnent le ridicule de dénoncer, comme K. Ancyar, dans El Moudjahid du 3/II, "les phénomènes qu'on constate chez certaines catégories de la population et qui, malheureusement, gagnent de plus en plus du terrain chez les catégories sociales encore intactes, l'ostentation et la dépense somptuaire à prodiguer pour le mariage, le pèlerinage ou même la mort - désolation suprême, s'il en est." Passons !

Boumediene lève la bannière des sacrifices, de la rigueur et du travail sérieux. Il n'a pas de chance : Stakhanov vient de mourir. Les grèves antigouvernementales de l'été comme les réactions d'indifférence des travailleurs à la campagne actuelle montrent qu'il ne faut pas risquer un dinar sur la capacité du gouvernement de mettre la main sur un H. Ben Stakhanov chez nous !

LETTERE D'UN LECTEUR - ALGERIE : QUELLE SITUATION SCOLAIRE ?

I- PRIMAIRE ET SECONDAIRE :

Les conditions matérielles :

Les élèves, ainsi que les profs arrivent régulièrement en retard. Le problème du transport se pose à Alger de manière de plus en plus aigüe. Les élèves ou leurs profs arrivent à faire parfois 2 heures de trajet pour un simple aller.

Les élèves manquent de livres et les professeurs de bonne volonté qui cherchent à tirer les textes se voient répondre qu'il n'y a pas de papier.

Certains jeunes profs ne sont pas logés et se trainent d'une Cité U à l'autre ou d'une famille à l'autre.

Les parents s'inquiètent : les professeurs travaillant dans les conditions que l'on sait sont-ils à même d'assurer la réussite scolaire de leurs enfants

Les parents sont très angoissés, d'autant que les classes sont surchargées.

A titre d'exemple : une 3^e AS (ex Terminale) comprend 55 élèves.
La conséquence en est un laxisme généralisé dans les administrations et les établissements scolaires.

Une lettre envoyée au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire n'a toujours pas eu de réponse, et ce depuis la rentrée de septembre.

Un proviseur fantôme et se déchargeant sur ses subordonnés, ne paraissant qu'une fois par semaine !

Pour illustrer la situation, nous avons interrogé une jeune institutrice, Fatiha, 24 ans et qui a 2 ans d'ancienneté :

Q : A cette rentrée, as-tu constaté beaucoup de changements ?

R : A vrai dire, non ; ou peut-être en pire. Je vais t'expliquer pourquoi : d'abord la rentrée a été très mal préparée parce que la directrice espérait un autre poste. Donc, rentrée improvisée. De plus, du fait du manque de locaux, j'ai un emploi du temps qui est très mal réparti et comme j'habite loin de mon lieu de travail ; il m'est impossible de rentrer chez moi. Tu sais ce que c'est de prendre un bus à l'heure actuelle : attendre une demi-heure à 2 heures un bus qu'on ne pourra peut-être pas prendre parce qu'il est plein. Donc un emploi du temps qui me force à rester de 8 à 9 heures par jour à l'école alors que je ne travaille que 5 heures.

Ensuite les classes, ce n'est un secret pour personne qu'elles sont surchargées. Par exemple, j'ai une classe d'examen 6^e (ex CM2) j'ai 52 élèves et les 5 premiers rangs, les élèves sont 3 par table.

Alors, en dépit de ce qui a été clamé, on peut dire qu'en fait, il n'y a aucune amélioration et qu'au contraire, la situation a empiré puisqu'avec la même infrastructure, nous accueillons plus d'élèves.

Q : Les récentes augmentations de salaire vont sans doute te rassénérer ?

R : Une augmentation de 18 % ! Je ne sais pas si tu es allée au marché le lendemain de l'annonce des augmentations mais tu as du te rendre compte que les prix avaient grimpé en flèche.

Cette augmentation d'autre part va être échelonnée en 3 fois donc nous toucherons le dernier tiers en novembre 78 ! Mais les prix n'ont pas attendu cette date pour grimper. Et puis cette augmentation est injuste, vois-tu parce que 18 % sur nos petits salaires, ça ne fait pas grand chose. Par exemple, je touche net 860 DA cela me fera en novembre 78 1100 DA (avec l'imposition). En fait les salaires les plus faibles restent encore les plus bas du fait de l'inégalité des pourcentages et du salaire de base.

Q : On a entendu des rumeurs de grève des enseignants à cette rentrée ?

R : Oui, c'est vrai, tout le monde en parlait. C'est à mon avis, l'expression

du sentiment général de refus de continuer à travailler dans ces conditions-là qui ne sont pas du tout profitables aux élèves puisqu'ils ont devant eux des enseignants épuisés et accablés par leurs problèmes. De toute façon, il est impossible de continuer à travailler dans ces conditions-là. Et surtout à continuer de leurrer les parents d'élèves qui pourraient croire ce qui leur est raconté par les journaux, à savoir que c'est toujours la faute de l'enseignant si cela va mal et jamais celle du pouvoir qui ne fait aucun effort dans le domaine social.

II- SUPÉRIEUR :

Accès limité pour les étudiants :

- échec au Bac de l'ordre de 80 % !
- Concours exigé pour certaines facultés (I.P...)
- Notes minimales de 12 à l'épreuve du Bac de la matière choisie.

Les étudiants ont dès la rentrée organisé des réunions pour discuter de leurs problèmes. Des délégués ont été élus dans différentes facultés qui, comme on le sait ont été atenuisées depuis 1971.

C'est ainsi que les étudiants ont réalisé la liaison entre l'Université d'Alger, celle de Bab Ezzouar et les différentes écoles et facultés.

Une pétition commune a été signée par les étudiants après une réunion à Alger et Babezouar. Les revendications étaient directement envoyées au Ministère sur les points suivants :

- logements rapides en Cité U
- transports de la Cité aux différents points universitaires.
- différents problèmes pédagogiques.

Les étudiants ont réagi vivement à la mesure qui frappe quelques uns de leurs camarades d'expulsion des Cités sous prétexte de bris de matériel dans les chambres. Une grève a été organisée dans certains Restau-U. Lors de la signature de la pétition, de petits groupes se formaient, discutant politiques.

Les plus anciens tentent de replacer leur action dans le contexte de l'action générale des travailleurs. Les nouveaux tentaient de comprendre le rôle des C.V.U. qui cette fois n'ont pu bloquer le mouvement de la plus grande masse (ni affiches, ni réunions pour dénoncer "les agissements de la réaction").

Les étudiants ont agi sous la forme suivante :

- réunions (Fac d'Alger, Bab Ezzouar, Cités U)
- élection de délégués.
- pétitions et délégations au Ministère.

LES PROFESSEURS :

La récente mesure qui augmente le salaire des enseignants du Supérieur de 86 % a été assortie de certaines conditions qui ont entraîné des réactions dans le monde enseignant. C'est ainsi que des réunions rassemblant l'ensemble des professeurs et assistants ont eu lieu dans toutes les facultés d'Alger.

Les arguments :

- Cette augmentation de salaire n'en est pas une vraiment puisque les horaires augmentent. La plupart des enseignants ont assuré que ce volume horaire était impossible à assumer.

Ils ont tenté de trouver une méthode pour agir contre ce décret passé sans leur aval. "Il faudrait dire à ces messieurs du Ministère de venir faire un tour à la Fac." Les enseignants ont rédigé un rapport dans diverses facultés, rapport qui a été envoyé au Ministère.

LACHERAF ET LA "RÉVOLUTION CULTURELLE "

"Tribune Algérienne" a reçu d'une enseignante les réflexions suivantes sur la série d'articles de LACHERAF, ministre de l'Éducation, parues dans El Moudjahid, et qui remettent en question la politique d'arabisation forcée entreprise par un pouvoir plus soucieux de décerveler que d'éduquer la jeunesse et le prolétariat algérien.

Cet article, qui amorce le bilan de la pseudo "révolution culturelle" du socialisme coranique des militaires, sera poursuivi - dans le strict respect des opinions de nos lecteurs- dans les colonnes de "Tribune Algérienne".

Sous le titre "Les problèmes de l'enseignement et de l'éducation", le ministre de l'Éducation de Boumediène, Mostefa Lacheraf, gratifiait les lecteurs d'El Moudjahid des 9, 10 et 11 Août d'un effort théorique intense sur quelques problèmes linguistiques. Les sous-titres de l'article stipulent, avec cette clarté saisissante dans l'expression où excelle Lacheraf, qu'il s'agit de "dissiper de sérieux malentendus relativement à des notions très souvent évidentes".

On croyait qu'une des plus grandes victoires du gouvernement de Boumediène consistait en l'élimination croissante de la langue des envahisseurs français, la langue du colonialisme qui depuis plus d'un siècle pervertissait les esprits et les cordes vocales algériens ! Enfin l'identité nationale allait être recouvrée ! La culture de l'avenir, en symbiose profonde avec notre glorieux passé, était à nos portes : l'Algérie arabe parlant arabe allait porter très haut les destinées de sa langue.

Il ne faut pas exagérer, déclare Lacheraf, tout de go, brûlant avec allégresse ce qu'il avait adoré, démontrant son habileté aux zig-zags théori-

ques et pratiques. L'arabisation conçue par le gouvernement depuis 1968 était devenue réactionnaire puisqu'il s'agissait par une extirpation arbitraire du français, d'une part de couper les masses et la jeunesse algérienne d'une langue trop internationale, et donc trop dangereuse, d'autre part d'un nouveau viol du développement culturel et linguistique naturel par l'opposition de l'arabe "classique" à l'arabe dialectal. Et d'ailleurs cette arabisation là est toujours montrée comme voie qu'il faut suivre par la Charte Nationale.

Aujourd'hui les motifs n'ont pas changé si l'orientation est différente. Lacheraf veut seulement dissiper des malentendus : quels sont-ils ?

La situation de l'enseignement, et l'arabisation, est une "tragédie" constate le ministre, qui évoque l'inertie des parents d'élèves et des citoyens d'une façon générale, le désespoir et le dénigrement de leur part. Cela veut dire en clair que nous nous trouvons en présence d'une pagaille généralisée, et que l'hostilité des travailleurs algériens est grande vis à vis de ceux qui sabotent l'éducation de leurs enfants. L'origine du mal, notre ministre la voit dans une erreur des enseignants chargés de développer l'arabisation : ils se sont trompés ; ils ont une vue trop sentimentale des choses ; ils ont cru qu'il fallait donner une culture élevée et un enseignement de haute qualité en arabe à la jeunesse scolarisée. Comme rien n'était prévu pour cela, on est allé tout droit à la catastrophe. Certains ont cru qu'il s'agissait de faire des savants alors que tout était mis en place pour niveler par le bas. Lacheraf met le doigt où ça fait mal : on a voulu transmettre la culture : une folie ! En effet, la culture algérienne est "archaïque et débile (quoique riche en vrac)" sic ! ; elle ne peut donc susciter qu'un enseignement frappé de stérilité à son image. Le théoricien des problèmes culturels appelle cela commettre une "confusion entre les valeurs distinctes de la culture et de l'éducation". Or il se trouve que l'enseignement, tel que le conçoit M. Lacheraf n'a que peu de choses à voir avec la culture.

Pour exprimer sa conception ("moderne, rigoureuse et rationnelle"), notre éducateur ne craint pas - ô culture ! - d'évoquer les mânes d'Abou Rayhânc Mohammed Ibn Ahmad Birouni qui écrivait en arabe au XI^e siècle avec une rigueur scientifique et une "luminosité de l'expression", comme celles de Lacheraf sans doute lorsqu'il s'exprime en français. Ce qu'il nous faut, c'est "une langue arabe fonctionnelle" ... "travaillée, enrichie de concepts nouveaux, débarrassée de ses relents oratoires et lyriques, de son vocabulaire barbare (sic)". Les choses sont claires, M. Lacheraf ! Il y a donc arabisation et arabisation. Le "fond du problème" c'est de soumettre l'enseignement aux contraintes du pays. C'est cela faire en Algérie la même révolution pédagogique que dans les grands pays industriels : il faut donner "un enseignement concret, substantiel,

solide, anti-obscurantiste". Disons, en gros, ce qu'il faut savoir pour être embauché à Boulogne Billancourt. Pour le reste, c'est-à-dire pour les fils de ceux qui sont riches et haut placés, une seule solution : le français.

Lacheraf cherche à devenir le Senghor d'Afrique du Nord. En tout cas, rarement éloges du français fut aussi chaleureux : "le français... a servi néanmoins à nos patriotes, à nos militants, dès la naissance du nationalisme et pendant toute la durée de la lutte de libération, d'abord politique, ensuite armée, à exorimer leur combat et leur détermination à recouvrer l'indépendance de nos pays et l'identité nationale de nos peuples".

"L'OPIMUM ET LE BÂTON" DE RACHEDI

Dans la rubrique des films qu'on peut ne pas voir, voici "L'Opium et le Bâton". Rachedi parle de la guerre et la guerre qu'il préfère, c'est la guerre d'Algérie. Cela lui permet de se souvenir un peu des westerns. Dans "L'Opium et le Bâton", les soldats français sont tous des méchants et relativement abrutis, les officiers sous des dehors très Bigeard, sont naïfs et ridicules lorsqu'ils tentent d'instaurer une collaboration avec un village de Kabylie (c'est l'opium). L'exception qui confirme la règle est heureusement interprétée par J.L. Trintignant, soldat français qui passe individuellement du côté des Moudjahidines. Ces derniers, comme la population du village, sont tous positifs : Marie José Nat est bien coiffée ; son frère Ali est un gentil héros qui meurt en apothéose ; son deuxième frère est un médecin d'Alger, intellectuel sérieux, qui rejoint la résistance, poussé par l'indignation et par le souvenir passé du peuple algérien ; son troisième frère Belaïd est un faux traître, d'abord présenté comme ami des Français, mais, -coup de théâtre-, c'est en fait un agent de renseignements de la résistance. Cependant le traître classique est là, unique, traître parfait, cynique, salaud et tout : il meurt à la fin comme tout traître qui se respecte, et tué par les Français s'il vous plaît.

Vous pouvez voir en outre quelques scènes de bataille inégalement réglées et sans trop de suspens. Signalons tout de même un effort pour faire parler certains personnages (par exemple le médecin) une langue assez authentique qui tranche un peu sur les sinigrées sophistiquées des "Années de Braise", bien qu'en soit encore très loin du but dans ce domaine. Cela ne suffit pas, loin de là, à donner une image quelque peu exacte de la guerre menée par le peuple algérien ; de ce peuple, Rachedi fait une icône, image rassurante certes, mais destinée à endormir les consciences : les Français ont été battus, on a gagné, et tout va bien ! Malgré toutes ces réserves sur la qualité du film, on ne peut que condamner la censure qui a frappé ce film en France. En effet, il a fallu attendre 7 ans pour que "L'Opium et le Bâton" soit autorisé à paraître en France.

LE SPORT SOCIALISTE ET L'ECOLE

Pendant les années sombres qui ont suivi le putsch du 19 Juin 1965 et qui s'achèvent avec la grève générale de la RSTA, en 1972, la politique de Boumediene envers la jeunesse a été la suivante :

- asphyxie des organisations de masse (JFLN, scouts des SMA, jeunes de l' UGTA...) et dissolution de l'organisation syndicale étudiante (UNEA).
- intoxication de la jeunesse par la propagande religieuse (concours nationaux des meilleurs reciteurs du Coran, veillées du Ramadan, mouvement pour regrouper les jeunes autour des mosquées ...).

Mais l'incapacité du pouvoir à résoudre la moindre des tâches démocratiques et à ouvrir des perspectives à la jeunesse (60% ont moins de 25 ans), les a détachés d'un régime qui ne leur offre que chômage massif et ne leur laisse comme choix culturel que les films de Zorro ou le haschich de l'islam médiéval et obscurantiste.

La crise économique de 1971 qui a provoqué la crise ouverte du régime en 1974, ont amené les jeunes à prendre une part de plus en plus active aux grèves ou aux manifestations antigouvernementales faisant peser une lourde menace sur le régime en place . Boumediene a réagi ainsi :

- un détachement d'une fraction d'étudiants et de jeunes, organisés dans l'UNJA, animés par le PAGES et chargés de contrôler l'Université et d'agir comme des commissions politiques pour dynamiser les organisations de masse.

- caporalisation de la jeunesse par les centres de rééducation par le travail des jeunes délinquants (le chômage et les idées peu conformistes étant une forme de délinquance), le service national et le sport socialiste .

S'inspirant des méthodes employées en URSS - Cuba et en RDA, le pouvoir qui vient d'achever la réorganisation générale des structures sportives en Algérie, a mis en place depuis la rentrée scolaire 1977, sa machine à robotiser les élèves, lycéens et étudiants, l'intégration de l'enseignement religieux dans les programmes fournissant le complément d'un ensemble baptisé " révolution culturelle " .

Quels sont les principes qui régissent le sport socialiste? Comment comptent-ils l'appliquer à l'école? Comment réagissent les enseignants et les étudiants?

I - LA PHILOSOPHIE DU SPORT SOCIALISTE

Elle est toute exposée dans une étude d'H. Bey parue dans " Révolution Africaine " du 20 26 octobre 1976.

Faisant l'apologie du sport pratiqué en URSS, l'auteur écrit :

- " Le sport mis à la portée de la population toute entière par un processus de
- " démocratisation et de stimulation, rentre peu à peu dans les mœurs de la po-
- " pulation et de la masse, se dégage l'élite par le jeu spontané de l'émulation.
- " Et les champions qui émergent au sommet de cette pyramide géométriquement éta-
- " blie sur une base très large, sont pour la plus grande gloire du régime socia-
- " liste issu du circuit de la production afin d'obtenir de leurs muscles et de
- " leurs esprits, le rendement optimum " .

Conception hiérarchique de la société, à l'image de la société capitaliste ou de l'armée bourgeoise, recherche " du rendement optimum " de chaque individu, culte des héros ... tels sont les principes qu'H. Bey a retenus.

Puis passant de l' URSS à la RDA, il écrit :

" En RDA, le sport connaît une expérience encore plus originale. Il est en effet constitutionnel. La constitution de la RDA ... fait directement référence au sport, l'intègre dans son système éducatif, lui accorde sa juste place dans la formation de chaque citoyen " .

Ce sont ces principes de l'obligation du sport pour tous sous le contrôle de l'Etat, en vue d'imposer une conception hiérarchique et autoritaire de la société que l'on retrouve dans la Constitution (art. 67) et dans la Charte :

" Le sport favorise et développe le sens de la solidarité et le goût des relations sociales. De la sorte, le sport loin d'être une simple distraction s'affirme, dans les conceptions modernes (!) comme une branche essentielle de toute politique de formation " .

Que peut signifier pour un exploité " le goût des relations sociales " sinon la coopération avec son exploitateur ?

Et si le sport n'est pas un loisir, quelle peut-être sa finalité ?

La réponse nous est donnée par le secrétaire général du mouvement de la Jeunesse et des Sports (MJS), BAGHDADI dans El Moudjahid du 3 Dec. 75 :

" ... le sport est une dimension importante du développement de la Nation sur tous les plans . Développement des capacités productives du travailleur intellectuel et manuel ... le sport est un phénomène politique qu'on le veuille ou non " .

C'est cette même ligne que développe FADHEL ministre du MJS dans El Moudjahid du 7/2/76 :

" Pourquoi ce sport de masse ? Parce que le sport et je le répèterai autant de fois qu'il est nécessaire, est un facteur puissant d'éducation et de mobilisation. Il n'est pas seulement un loisir " .

Et elle est exprimée brutalement par ce cadre de l' UNJA, FARID qui s'exprimait ainsi dans "Algérie-Actualités" du 23 - 29 Mai 76.

" Au moment où l'on parle de bataille de production, on hésite à utiliser le sport comme instrument nécessaire à cette fin. Un ouvrier sportif sera en meilleure forme physique et de ce fait pourra produire par exemple, une douzaine et demie de paires de chaussures plutôt qu'une paire seulement ?

Inutile de poursuivre : le sport n'est pas un loisir, un jeu, une activité libre, où l'individu se réalise et s'épanouit. C'est une activité imposée, réglementée par l'Etat et dont la finalité est la réalisation des objectifs décidés par Boumediène le Superman qui trône au sommet de la société pyramidale algérienne.

Mais pour rendre obligatoire le sport à l'école, il fallait un texte particulier . Il sera signé le 27 Novembre 76 par Boumediène

II - LE CODE DE L'E.P.S.

C'est lors du Séminaire spécial " Sport et travail " où se trouvaient BENIKOUS et des dirigeants du FLN, de l'ANP et du Ministère du Travail, que FADHEL annonça la signature du code et lois de l'éducation physique et des sports.

Il s'agit là d'un texte fondamental qui prévoit, que :

" l'éducation physique et sportive, partie intégrante de tous les modules d'enseignement, constitue une matière obligatoire à tous les examens " .

Dans le titre III concernant le mouvement sportif national à structure pyramidale, il est dit que :

" son organisation et son fonctionnement obéissent aux principes de la gestion socialiste des entreprises dans le domaine socio-éducatif ... Elle est créée dans tous les secteurs de la vie nationale, et doit être obligatoirement intégrée à l'organisation des établissements scolaires et universitaires, des

"unités économiques et administratives, de l'Armée Nationale populaire, des collectivités locales et des villages socialistes".

Les choses sont claires : le Code de l'E.P.S. supprime tous les clubs sportifs et supprime "la liberté anarchique d'association" (H. BEY) mais il articule le mouvement sportif étudiant sur les unités économiques et administratives (UEAS) régis par les principes de la GSE et l'ANP.

Sur le premier point, H. BEY est fort clair :

"Les UEAS remplaceraient dans l'avenir l'association de type libéral dénommée plus communément "civile". Le sport mis alors à la portée de l'ouvrier et de ses enfants, va rentrer dans ses moeurs, et dans sa vie jusqu'à ce qu'enfin, il ne puisse plus y avoir de séparation entre la vie privée dans le sens traditionnel et bourgeois du terme et la vie active de l'ouvrier. Ici, entre les soucis de la productivité et celui du rendement sportif, il ne pourra plus avoir de cloisonnement (TA). L'aboutissement, c'est la formation globale du citoyen ouvrier".

C'est cette conception inspirée du GOULAG stalinien qui doit être appliquée à l'école.

III - L'UNIVERSITE ET LE CODE DE L'E.P.S.

Un article d'EL Moudjahid du 25 /10/77 intitulé : "L'université, pierre angulaire de l'édifice du mouvement sportif national" précise la position du pouvoir :

"Avec l'adoption du Code de l'EPS ... le sport universitaire sera dorénavant un secteur dynamisant et entraînant pour tous les autres domaines d'activités (UEA, APC, ANP ...).
"Pour ce faire, il y a lieu de mettre en place des structures stables, dynamiques et responsables, à tous les échelons.
"La structure pyramidale adoptée aura à sa tête la fédération nationale du sport universitaire et sa base sera constituée de la multitude d'associations sportives universitaires.
"Dans chaque établissement universitaire les commissions de coordination pédagogique devront être responsabilisées dans la gestion de l'association sportive de leur unité. Enfin chaque association sportive se devra de toucher le plus grand nombre possible d'étudiants, de créer en son sein diverses sous-structures qui iront de la promotion (ou étudiants d'un même amphithéâtre) à la plus petite des cellules, en l'occurrence le groupe de travaux dirigés ou pratiques (TD ou TP)".

Pour faire entrer les étudiants dans la machine à robotiser, un texte spécial "Statuts de l'athlète de performance" précise qu'il pourra mener de front le sport et les études, car :

"grâce à l'aménagement des programmes et des horaires de cours, il peut poursuivre ses études au rythme que lui impose la compétition. Dans tous les cas il faut adapter la profession à la pratique sportive pendant le temps où l'athlète s'adonne au sport".

Les statuts précisent aussi que l'athlète :

"doit être libre de tout engagement professionnel ou être étudiant ou militaire, n'être lié par aucun contrat vis à vis d'un autre organisme".

Et c'est à l'entreprise ou à l'université de :

"le faire bénéficier d'un système de promotion constante en fonction de ses résultats sportifs et professionnels".

Une structure pyramidale, l'obligation du sport aux examens, la liaison étroite avec l'appareil d'Etat et l'ANP, les avantages matériels et professionnels, le culte des héros, de la souffrance, de la discipline librement acceptée, le respect des chefs, la différenciation de la masse des minables intellectuels au dos voûté ... toute une con-

ception qui emprunte à SPARTE, au stalinisme, au nazisme et aux universités américaines ... c'est cela le sport socialiste.

Mais qui va impulser la machine.

IV - QUEL ENCADREMENT ?

Solllicités pour encadrer les étudiants, les professeurs et maîtres d'EPS ont répondu en défendant leurs propres revendications : titularisation des stagiaires, révalorisation de la profession, augmentation des salaires ... comme le constate tristement El Moudjahid du 8 Aout 77 qui souligne que de grandes " différences existent entre, d'une part, " les préoccupations de l'Etat en matière de massification du sport et les " préoccupations de l'enseignant " .

Si on ne peut pas compter sur les enseignants, sur qui compter alors, sinon sur les inconditionnels du pouvoir à l'Université, c'est à dire sur l'UNJA animée par le MAGS. Et en effet à une question posée par El Moudjahid du 16 /1/ 77 à FADHEL, sur l'aide que le ministère apportera à l'UNJA, celui-ci répond que le rôle de l'UNJA :

- " est considérable parce que sa tâche est d'encadrer la jeunesse algérienne
- " et surtout de la mobiliser autour des objectifs d'édification nationale. A
- " cet égard, je pense que l'apport de l'UNJA pourra être décisif dans le cadre
- " du mouvement sportif national " .

Mais comment réagissent les jeunes ?

V - LA JEUNESSE ALGERIENNE CONTRE LE SPORT SOCIALISTE .

Bien loin d'être attirée par le Goulag sportif, la jeunesse refuse de se laisser caporaliser par le sport et réagit par :

- le boycottage des cours d'EPS.
 - la passivité totale.
 - " le vandalisme sportif " c'est à dire la manifestation bruyante lors des matchs, se terminant par des accrochages avec la police, à la fin du match au point que dans un article d' El Moudjahid du 22 juin 77, SAIFI constatant que :
 - " la pénétration dans le monde du sport de détestables personnages issus d'horizons douteux est en train de remettre en question le phénomène sportif en tant que
 - " facteur de cohésion nationale " .
- se demande s'il ne faudrait pas " tout bonnement supprimer ... le football " et sans doute faire du yoga le sport national ?
- l'explosion.

Ainsi lors du match JSK-NAHD, des milliers de jeunes profitèrent de l'occasion pour manifester.

El Moudjahid du 21 juin 77 écrit avec tristesse :

- " C'est à partir du stade que la Coupe s'installe en tête d'un long défilé, pas
- " celui du genre observé pour commémorer la date historique du 19 juin 1965,
- " mais bien plus à l'allure d'un défoulement " .

Alors comment va le sport socialiste à l'Ecole? Pas bien du tout si l'on en croit " Algérie-Actualité " du 24-30 nove. 77 qui se lamente en ces termes:

- " Il semble que l'activité sportive après un bon départ, est tombée ces derniers
- " temps à un niveau bien bas ... A El Biar, les jeunes du noyau sont arrivés à
- " un stade de découragement très avancé ... C'est la preuve que la situation est
- " loin d'être brillante " .

La situation du sport socialiste comme celle de la GSE et le volontariat ne sont pas très brillants, car les jeunes et les travailleurs refusent la caporalisation, l'exploitation, l'abrutissement .

Le gouvernement issu de l' ASSEMBLEE CONSTITUANTE, élue au suffrage universel, abrogera le Code de l' EPS et tous les textes faisant obligation du sport, qui doit rester une activité libre du citoyen, de l'élève, de l'étudiant, du travailleur.

HALTE AUX LOIS STOLERU

. Nous publions ci-dessous une résolution sur les problèmes de l'immigration.

. Cette résolution a déjà été votée par des sections syndicales CGT et FEN. Qui pourrait comprendre que tout militant ouvrier, ne soit pas, devant la situation dramatique faite aux travailleurs immigrés, concerné par les problèmes de l'immigration ? Qui pourrait accepter que les organisations syndicales de ce pays refusent ce combat ?

Cela s'est pourtant passé dans un congrès d'un syndicat CGT qui a refusé, alors que le camarade qui présentait ce texte dans ce congrès était mandaté par sa section syndicale pour faire cette intervention de discuter des problèmes de l'immigration - en particulier de ce texte - sous le prétexte incroyable et inacceptable qu'"il y a très peu d'immigrés dans notre secteur... nous serions dans le bâtiment... nous ne disons pas ! ..." INACCEPTABLE !

Comment dès lors expliquer que des sections FEN qui comme chacun sait regroupent très peu d'immigrés... prennent en charge ce combat ?

Le combat doit continuer jusqu'à l'abrogation des lois STOLERU.

RESOLUTION

Notre confédération CGT, a toujours lutté pour la défense des droits des travailleurs immigrés en se fondant non pas sur les sentiments humanitaires, mais sur la nécessité, pour cette fraction de la classe ouvrière de ce pays, de se défendre, au même titre que les travailleurs français contre les attaques du patronat et de l'Etat. Les travailleurs immigrés en France, parce que précisément fraction de la classe ouvrière de France, doivent partager les droits et les acquis arrachés par le combat de toute la classe ouvrière, comme ils partagent les contraintes.

C'est une tâche de la CGT que de lutter avec les autres organisations syndicales ouvrières de ce pays pour ces objectifs :

Difficultés administratives, contrôles policiers et médicaux draconiens, conditions de logement, d'hygiène, brimades, dépaysement, racisme entretenu ou latent, souvent exacerbé, allant jusqu'au meurtre, sont autant de conditions qui favorisent l'exploitation et la surexploitation des travailleurs immigrés.

Cette main-d'oeuvre, souvent sous-qualifiée est obligée, afin de pouvoir survivre, d'accepter des emplois faiblement rémunérés, souvent sans garantie, sans contrat.

Ces conditions d'existence en font une proie de premier choix pour le patronat dans sa recherche du profit.

Cependant les travailleurs, la classe ouvrière défendent leurs droits. Eten- dre ces droits légitimes aux travailleurs immigrés, c'est frayer un chemin de l'uni- té nécessaire des travailleurs immigrés et français, dans leur combat commun pour la défense et l'extension des droits et libertés acquis par le combat plus que séculaire de la classe ouvrière et de ses organisations, pour la satisfaction des revendications légitimes des travailleurs, pour changer la vie, pour renverser la dictature du patronat et de son état.

C'est sur ce terrain que s'exprime la véritable solidarité entre les travail- leurs français et immigrés.

Il ne s'agit pas là d'une solidarité morale mais de l'unité nécessaire contre un même adversaire.

Vouloir traiter ou résoudre les problèmes des immigrés en soi, en dehors des luttes qui se déroulent dans ce pays, c'est isoler ceux-ci, c'est tourner le dos aux méthodes et traditions du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi la CGT ne saurait admettre que, loin de poser le problème de l'unité de classe de tous ceux qui travaillent en France, donc le problème de l'unité d'action de toutes les centrales syndicales ouvrières, on puisse se servir des luttes des plus exploités (en majorité des immigrés) à de simples fins de propagande.

C'est selon ces principes que nous pouvons aujourd'hui répondre aux aspira- tions des travailleurs immigrés tant dans le domaine des salaires et conditions de travail que sur celui des libertés démocratiques.

La Commission Exécutive du syndicat CGT réaffirme ces principes fondamen- taux qui fondent l'unité de classe de la classe ouvrière avec toutes ses composan- tes.

Mais l'affirmation de ces principes ne règle pas les problèmes spécifiques de l'immigration. Ces problèmes spécifiques résident dans le fait que les travail- leurs immigrés en France ne jouissent pas entièrement des libertés démocratiques élémentaires arrachées par le combat de la classe ouvrière de France, notamment des droits politiques et d'organisation.

Déjà dans les années 71-73 Fontanet et Marcellin codifiaient les travail- leurs immigrés en créant leurs circulaires qui liant la durée du séjour de l'immi- gré à la durée du travail, la durée du travail aux conditions de logement, organi- saient un contrôle policier sur l'immigration.

Les circulaires Fontanet-Marcellin, ont été cassées par le Conseil d'Etat, après les combats organisés par les immigrés en liaison avec leurs organisations syndicales. Cet exemple précis nous montre qu'il est possible de gagner, de faire reculer le patronat et son gouvernement.

Les circulaires Fontanet-Marcellin ont été cassées, c'est une victoire, mais les problèmes demeurent.

Le sinistre prince PONIA, ex-ministre de l'Intérieur, malgré les décisions du Conseil d'Etat organisait entre 74 et 76, sous prétexte de protéger la sécurité des citoyens, la chasse aux immigrés dans le métro dans la rue.

C'est par centaines que les immigrés ont été refoulés vers leur pays livrés parfois à la police de leur gouvernement.

En 1977, ce sont plusieurs organisations syndicales et politiques d'immigrés qui ont été dissoutes par le ministère de l'Intérieur.

Aujourd'hui, Lionel Stoléru, l'"ouvrier" de l'appareil d'Etat, ex-chargé du travail manuel, aujourd'hui secrétaire d'état à l'Immigration, décide d'organiser la chasse aux immigrés.

Il vient, avec leur conseil des ministres sans qu'aucune loi n'ait été votée d'organiser légalement la chasse aux immigrés.

Les "lois" illégales de Stoléru sont inacceptables, le non-renouvellement de la carte de séjour, la non-délivrance de la carte de séjour à la famille du travailleur immigré, sont inacceptables !

C'en est assez !

C'est un pas positif que les organisations syndicales CGT, CFTD, FEN, UGTA aient dans leur conférence du 10 Octobre dénoncé les décisions de Stoléru.

Il faut aller plus loin !

Il faut que notre Confédération prenne en charge avec les autres organisations syndicales de ce pays, une campagne massive de mobilisation des travailleurs français pour défendre leurs frères de classe immigrés.

Il faut stopper l'offensive de Stoléru, car **faire** reculer Stoléru, c'est faire reculer le gouvernement et le patronat.

C'est pour celà que la Commission Exécutive décide de mettre en place une commission immigration qui aura pour charge :

- d'entreprendre une campagne massive de syndicalisation des travailleurs dans notre secteur.

- de coordonner avec la confédération et les autres fédérations l'action pour faire reculer Stoléru et ses "lois".

Ce combat particulier s'intègre dans le combat général pour en finir avec le gouvernement GISCARD-BARRE-STOLERU qui organise le chômage, les licenciements, le blocage des salaires.

D E C L A R A T I O N

APRES L'ASSASSINAT DE LAID SEBAI...

- . Lucien Meylon, assassiné parce que jeune... et noir !
- . NASRI ABDEL MALIK, assassiné à Marseille parce que... "NORD'AF" !
- . LAID SEBAI, assassiné parce que travailleur et... algérien !

Quotidiennement dans toute la France les travailleurs immigrés sont victimes de "ratonnades" !

Des dizaines de travailleurs algériens (71 à ce jour), assassinés. Les assassins courent toujours et les crimes restent impunis.

Les apprentis nazis, les nostalgiques de l'OAS, les bandes armées du Capital, qui cherchent à détourner la colère des masses contre la bourgeoisie et ses représentants, vers les boucs-émissaires que seraient les travailleurs immigrés, s'ils ne bénéficiaient pas de la protection de la classe ouvrière, agissent au grand jour.

ILS SONT COUVERTS ET PROTEGES ! FAUT-IL S'EN ETONNER ?

. Chaque travailleur comprend qu'il ne s'agit pas simplement d'attaques dirigées contre les seuls travailleurs immigrés, mais d'une campagne qui vise à affaiblir et à diviser la classe ouvrière de ce pays en s'attaquant à ses couches les plus exploitées et les plus vulnérables.

. Faut-il s'en étonner, à un moment où la crise économique s'aggrave et où s'annoncent de profonds changements politiques dans ce pays ?

. Exploités par le patronat et la bourgeoisie française, nous, travailleurs immigrés, sommes partie composante de la classe ouvrière française.

. IL EST DU DEVOIR DU MOUVEMENT OUVRIER, de ses organisations syndicales et politiques, de prendre, dans l'unité, les mesures nécessaires et urgentes, pour organiser efficacement notre protection.

3 Décembre 1977

Copie adressée à : - A.F.P.
- LE MONDE
- LE MATIN
- ROUGE
- LIBERATION
- L'HUMANITE
- L'UNITE
- INFORMATIONS OUVRIERES